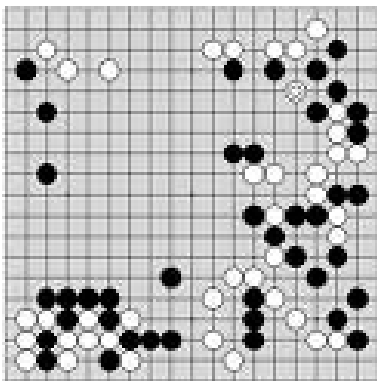


<https://www.collectiflieuxcommuns.fr/?846-in-actualite-de-la-democratie>



(In)Actualité de la démocratie directe (3/4)

- Nos textes - Interventions extérieures -



Date de mise en ligne : vendredi 23 décembre 2016

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

[Lire la partie précédente](#)

(.../...)

2 – Les problèmes « écologiques »

Je serai plus rapide dans cette partie, plus évidente pour tout le monde, et surtout ici chez les décroissants.

Instabilité des sociétés post-industrielles

L'état de la biosphère est alarmant, quand on fait la synthèse de tous les domaines qui posent problème, entre la raréfaction des ressources, la détérioration des écosystèmes, les pollutions diverses ou les bouleversements climatiques, etc. et que l'on saisit que ça forme une cohérence comme l'a souligné par exemple H. Stoeckel [1]. On comprend que les conditions futures de la vie sur cette planète, si on exclut bien sûr la possibilité de plus en plus envisageable d'une disparition de notre espèce avant la fin de ce siècle, vont rendre les sociétés humaines *instables*, et pour longtemps. Mais une démocratie directe, ou même n'importe quel régime politique ouvert, cela repose sur des communautés humaines, des cultures locales, une grande proximité avec l'écosystème local, une alchimie délicate, des déséquilibres stables, et il ne faut pas que tout cela change trop rapidement.

Il faut une stabilité environnementale, anthropologique, culturelle, minimale difficilement compatible avec une planète en proie à des changements brutaux ou radicaux dans les domaines alimentaire, sanitaire, énergétique, climatique, géopolitique, etc. C'est un premier point.

Réinvention des modes de vie

Ensuite, faire face à tous ces problèmes exige, on le sait, mais on le sait sans vouloir le savoir, une transformation profonde de nos modes de vie. On commence à entrevoir ce que cela signifie, ce qui d'abord ne le rend pas enviable du point de vue du confort auquel nous nous sommes conditionnés, mais surtout ça ne s'est jamais vu, même lors d'une révolution. Entre l'Ancien Régime et l'arrivée de Napoléon, les Français ont changé de modes de vie sous de multiples aspects, mais ils ont continué à brûler du bois et à manger du lapin ou du poisson. Nous, nous devons admettre une restriction dans l'utilisation de l'eau potable, par exemple, ou dans notre manière de manger ou de nous habiller, bref tous nos réflexes les plus intimes.

D'un côté c'est très stimulant, mais cela semble extrêmement difficile et aussi très lourd de dérives possibles, notamment totalitaires, lorsque l'on perd ses repères les plus familiers. Sans même parler du *deuil à faire de la société de consommation*, c'est-à-dire, au fond, d'un *sens de l'histoire*, de nature authentiquement religieux, qui de-vait aller vers plus de confort et d'abondance, au point de fasciner toute la planète. Autrement dit, ce que racontent les décroissants depuis quarante ans annonce un *traumatisme planétaire*.

Le retour des lois de la Nature

Finalement, au niveau plus abstrait, les problèmes écologiques et leur caractère urgent et à un certain point incontrôlable et imprévisible poussent au primat du *bio-logique* sur le *politique*. On va tendre, on tend déjà, à poser la question de la survie de l'espèce plutôt que du type de régime social et politique d'une société. On a tous déjà entendu, ou on s'est même entendu dire : *basta* les tergiversations à n'en plus finir, ça urge, marre de la

démocrat-ie, c'est une question de *survie*. C'est un sentiment qui existe.

Mais qui parle au nom de la nature ? Ce sont les scientifiques. Bien sûr on peut voir qu'il y a de moins en moins d'insectes sur les pare-brise, de vers luisants dans les jardins ou qu'il se passe quelque chose du côté du cli-mat, mais il n'existe quasi-ment plus de savoirs populaires ou profanes sur la nature, dont nous nous sommes cou-pés ; ce sont donc les blouses blanches qui nous aver-tissent de la mort progressive des océans, ce sont les rap-ports du GIEC qui font autorité, etc. C'est une contradic-tion profonde chez les écologistes et qui ne peut que dé-boucher, au fil de la dégradation de la situation, sur une technocratie. B. Latour a tenté de s'attaquer au problème, mais il est englué dans le post-modernisme. Alors la place de l'expert ne peut que devenir centrale face à celle du ci-toyen et les Lois de la Nature ne peuvent que retrouver une autorité, j'allais dire « naturelle », face aux lois de la cité, y compris dans sa dimension « intime », le corps et la médecine.

Ça n'arrangera rien, fondamentalement, au contraire, puisqu'une science, toutes les sciences et les scientifiques en tant que tels *ne peuvent* vraiment vivre *que* dans un substrat social *profondément démocratique*, créatif, ima-ginatif, on en a parlé ; on s'achemine donc vers des ex-perts incompetents, des spécialistes myopes, des scienti-fiques sans science. Mais surtout, c'est la fin progressive d'un régime fondé sur *l'opinion* au profit d'un régime fon-dé sur « la science » – quelle qu'elle soit.

Ce serait la fin d'une distinction fondatrice de la dé-mocratie et héritée de l'Antiquité grecque entre la *Physis* et le *Nomos*, entre le monde, les règles de la nature, les lois physiques et le monde des hommes et de leurs lois, de leurs coutumes, de leurs conventions. Cette distinction est déjà en train de se brouiller entre ce qui relève du libre choix des hommes face aux contraintes « extérieures » et ce qui relèverait *directement* de cet « extérieur ». Rien que les termes de « préservation » ou de « protection » de la « nature » relèvent de cette confusion et de cette pré-séance, comme si l'humanité se devait de respecter un ordre, dans les deux sens du terme, transcendant, faisant fi de la longue coévolution entre les sociétés humaines et le monde du vivant. Je passe évidemment sur les discours psychanalytiquement régressifs sur la « Mère-Nature » violée, souillée et vengeresse, qui font transpirer.

Bref inutile de s'étendre : l'état de la biosphère est alarmant pour qui veut savoir, même d'un point de vue stricte-ment utilitaire, anthropo-centré. Mais la manière dont il est appréhendé également, puisque face à l'urgence, la profon-deur, l'ampleur et la dimension des problèmes « écologiques », le réflexe, c'est encore et toujours la délégation de pou-voir, et le recours technologique, miraculeux, à mesure que la situation se dégrade.

3 – Le monde non-occidental

Alors j'ai parlé de l'effondrement occidental et des désastres écologiques, mais on pourrait se dire que ces pro-blèmes sont circonscrits à une aire civilisationnelle, et que la relève pourrait bien venir du reste du monde. Mais là il faut déchanter. Et plutôt deux fois qu'une.

Échec des décolonisations

En premier lieu parce que l'espoir tiers-mondiste des années 60 et 70 de voir les pays non-occidentaux nouvel-ement indépendants inventer de nouvelles sociétés s'est complètement volatilisé. Il faut faire l'amer constat des *échecs des décolonisations*. Certes, à divers degrés : soit ces pays ont « réussi », comme en Asie du Sud-Est, par exemple, c'est-à-dire qu'ils ont reproduit plus ou moins fi-dèlement le modèle de développement occidental tel qu'on le connaît, éventuellement en passant par sa va-riante marxiste-léniniste avant de se résoudre à copier l'Occident, soit ils végètent comme les pays arabo-musul-mans dans une logique de rente d'hydrocarbures et des ré-gimes autocratiques et autoritaires, par exemple, avec le *backlash* islamiste que l'on sait. Donc ils n'ont dessiné, globalement, aucune alternative, aucun projet politique, social ou écologique, et ils reproduisent les impasses que

l'on vient de décrire. On a parlé des villes européennes, c'est pire encore dans les pays dits « émergents » : ce sont des mégapoles monstrueuses et là, c'est une histoire millénaire qui se rompt, comme le montre bien la perspective donnée par L. Mumford par exemple [2].

Démographie, morcellement ethno-religieux et migrations massives

Pire même, et c'est mon second point, puisque les impasses rencontrées par l'Occident sont démultipliées.

D'abord parce que ce sont des pays *semi-occidentalisés*, et qu'y perdurent largement ou même s'y développent les mentalités traditionnelles, voire néo-traditionnelles, ethno-religieuses, claniques, tribales, familialistes, qui sont très grosses de risques d'éclatement et de montée des tensions. Les volontés démocratiques se bornent à l'espoir d'ascension sociale et à un libéralisme culturel, notamment des mœurs. Certes, ce n'est pas rien, mais l'idée d'un intérêt commun au-delà des multiples clivages, à la base de tous les organes de solidarité, est rare. C'est donc le règne de la corruption comme régime social.

Et ensuite à cause du problème démographique créé par les progrès appliqués par l'Occident dans les domaines de la médecine et de la nutrition, de l'agronomie, etc. Ces deux facteurs, couplés à la détérioration de l'environnement, entraînent des migrations massives comme l'humanité n'en a peut-être jamais connues : à l'échelle locale, régionale, nationale, continentale. C'est une mobilité sans précédent, en terme de masse et en terme de rythme, *vers l'occidentalisation*. C. Castoriadis parlait d'un risque de « *sub-mersion* » par le Tiers-Monde dans les années 80, je crois qu'on voit, depuis un an, ce que ça veut dire, après s'être auto-aveuglés pendant longtemps. Je ne vais pas rentrer ici dans le détail, mais l'instrumentalisation des questions liées à l'immigration (et à l'émigration, dont on parle bien moins) en ont fait un *tabou* dans les sociétés européennes, et particulièrement en France, peut-être depuis 1962 : on en paye le prix aujourd'hui et c'est très très loin d'être fini, ce n'est même que le tout début, parce que ça va se croiser avec les crises économiques, énergétiques, etc. C. Castoriadis, encore, ne voyait pas dans les années 1980 l'immigration comme le problème principal, mais annonçait que ça pourrait très bien le devenir [3]. On y est, je crois, et les travaux d'une M. Tribala [4] vont en ce sens.

Alors en quoi est-ce problématique en termes de démocratie directe ? Ça semble assez évident dès qu'on regarde les choses en face : ces déplacements successifs et croissants impliquent une *discontinuité*, une instabilité, une inconsistance profonde des sociétés, sociétés d'accueil ou de départ : culturellement, anthropologiquement, socialement, politiquement, etc. Et particulièrement en période de ressentiment revendicatif ethno-religieux et de refus des perspectives émancipatrices – on dit « problème d'intégration ». Je parle bien sûr de l'islam, mais pas uniquement. C'est donc la confrontation de types anthropologiques très différents, la disparition des cultures locales, des continuités historiques, puisqu'on voit des couches successives d'arrivants venant remplacer, dans tels ou tels secteurs, sur tels ou tels territoires, quartiers, villes et aujourd'hui grandes villes, les arrivants précédents. Or on a vu qu'une démocratie exigeait un minimum d'autochtonie : un *enracinement* social et historique, le terme est de S. Weil, des liens de solidarité très forts, un sentiment commun d'appartenance, une parenté et une familiarité avec l'esprit des institutions, une *common decency*, pour reprendre Orwell, une proximité avec l'écosystème, etc. Alors ce qu'on appelle en Europe le « multiculturalisme », décalque des fractures étatsuniennes, est en fait l'importation, ou la récréation locale, d'autres socles identitaires et culturels aboutissant à la *fragmentation des sociétés*, des territoires, des institutions par le communautarisme ethno-religieux – que l'on croyait disparu en Europe et qui trouve dans son affaiblissement un ferment redoutable.

C'est un problème énorme et très concret : je réside en banlieue, si jamais on y organise des assemblées générales, de quartier ou de territoire, la question de la Charia se posera, et sera remise en cause, par exemple, l'égalité homme-femme, qui l'est déjà dans les faits. C'est ce que l'on voit déjà dans les syndicats, dans certaines professions, etc. La démocratie, c'est le pouvoir du peuple ; si le peuple a une mentalité du Moyen Âge, c'est le Moyen Âge. Les Européens ont mis des siècles pour en sortir, mais c'est un modèle pour les musulmans, par

exemple... Ici encore, énorme contradiction : ce sont les institutions officielles actuellement en place qui garantissent le main-tien du cadre moderne auquel nous sommes habitués, et tout le monde le sait. Alors on s'y cramponne, mais ça ne fait que repousser le problème, qui s'aggrave entre-temps : l'intégration fonctionnelle et les institutions sont poreuses, ça se voit tous les jours, mais c'est l'assimilation qui ne marche plus et les rapports de force qui deviennent incertains avec cette extrême-droite musulmane diffuse. Les perspectives de M. Houellebecq, pour caricaturales qu'elles soient, se réalisent peu à peu, notamment dans les banlieues où les municipalités cèdent par peur, clientélisme, affinité ou conviction, face aux chantages communautaires et religieux.

Ces phénomènes sont tellement massifs, ces tendances tellement lourdes, qu'il faudrait prendre du recul pour saisir ce qui est en train de se passer. Lorsqu'on examine un peu l'histoire, les seules sociétés multiculturelles, hors contexte d'un chaos ou d'une conquête, c'est-à-dire stables dans la durée, étaient des sociétés *impériales*, et c'est précisément le quatrième point de mon exposé.

4 – Retour des logiques impériales

C. Castoriadis évoquait dans les années 80 le risque militaire que représentait pour l'Europe la Russie d'alors (qu'il n'a jamais appelée « URSS » en bon antitotalitaire viscéral), c'est-à-dire le Pacte de Varsovie. Il avait raison, même si on y a échappé, et ce n'est pas grâce à la magnanimité du Kremlin, comme on aime l'oublier. Mais il me semble qu'il pressentait les prodromes d'un retour aux logiques impériales, que l'on voit s'affirmer.

Des signes avant-coureurs

Alors le terme d'« empire » est très galvaudé et toujours inspiré d'une conception ethnocentrée et très idéologique de l'impérialisme, *immanquablement occidental*. À rebours de ces discours convenus, je me base sur ce point sur l'excellent travail de G. Martinez-Gros [5], qui re-définit historiquement la logique impériale de manière très intéressante, à partir de ses études sur *Ibn Khal-dûn*.

Je simplifie ses critères définissant un empire : c'est une société strictement pyramidale, avec un sommet pré-dateur et clientéliste qui pille des populations urbanisées et éclatées en cultures différentes, en classes sociales, en ethnies, en langues, en corporations, donc en concurrence entre elles et incapables de faire unité pour renverser le pouvoir. C'est ensuite un système où la population est assignée à la production et totalement dépossédée de la violence, qui est le monopole d'une armée professionnelle composée de mercenaires, recrutés dans les marges intérieures ou extérieures, et qui s'intègrent par ce biais. Et enfin, c'est bien sûr une entité qui vise la domination universelle, et donc une extension géographique, porteuse d'affrontements géopolitiques importants. Tout cela s'oppose point par point à la démocratie directe, bien entendu.

Et il semble qu'on retrouve tendanciellement ces critères, des signes avant-coureurs, dans l'évolution de grands ensembles civilisationnels, par exemple tels que les définit S. Huntington. On pense immédiatement au monde musulman, et à raison, notamment avec l'émergence de ce paroxysme qu'est le Califat de l'*État Islamique*, en Syrie, Irak, au Nigeria ou ailleurs. Mais il est aussi à l'intersection d'ambitions impériales tout aussi importantes, surtout de la Turquie, qui a des vues sur toute la région, et jusqu'aux minorités turcophones de Chine, et qu'il ne faudrait pas prendre à la légère. Le cas de la Chine, justement, est tout aussi préoccupant, ou encore celui de la Russie, son durcissement intérieur et ses poussées vers l'Europe de l'Est, la Méditerranée, le Caucase, l'Asie Centrale. On retrouve également quelques traits nouveaux de ce type en Amérique Latine, avec ses gangs de narcotrafiquants et leurs relations troubles avec les pouvoirs centraux ou les clivages profonds de ces sociétés. En Europe également, il suffit de réinterpréter sous cet angle tout ce que j'ai déjà dit, et notamment l'émergence d'une oligarchie médiatico-politique qui se verrouille de plus en plus et ne ressemble à rien de ce que les républiques successives avaient connu, ou l'évolution de la composition des « forces de sécurité » privées ou publiques, parallèlement à la pacification du reste de la population. Tout cela est bien sûr extrêmement troublant, d'autant plus

que l'impéria-lisme couplé aux éléments de la modernité, cela donne le totalitarisme...

L'avenir est donc lourd de menaces, tant extérieures qu'intérieures, et notamment de guerres, dont certaines pourraient être à *la fois mondiales et civiles* ; je pense bien entendu à toutes les dynamiques autour de l'islam, qui sont les plus immédiates et ravageuses, mais elles ne sont pas les seules.

Problèmes énormes, on le voit, face auxquels nous ne sommes pas grand-chose et notre projet de démocratie di-recte semble alors bien insignifiant.

(.../...)

[Quatrième partie disponible ici](#)

[1] Stoeckel H. : 2012 ; *La faim du monde. L'humanité au bord d'une famine globale* (Max Milo) [Extraits ici](#)

[2] Mumford L. : 1961 ; *La cité à travers l'histoire* (Agone 2011)

[3] Cf. « Guerre, religion et politique » (1991) dans *Une Société à la dérive, Entretiens et débat, 1974-1997*, Seuil, col. Points essais, Paris, 2005

[4] Tribala D. : 2013 ; *Assimilation. La fin du modèle français*, Éd. du Toucan. [Extraits ici](#)

[5] Martinez-Gros G. : 2014 ; *Brève histoire des empires. Comment ils surgissent, comment ils s'effondrent* (Seuil) [Extraits ici](#)